



## Budget : les relations entre les syndicats et l'Education nationale se tendent un peu plus encore

Après « l'alerte sociale » déclenchée lundi par les syndicats suite à l'annonce de la suppression de 4.000 postes d'enseignants dans le projet de budget, l'Education nationale entend rouvrir des discussions sur les salaires et les conditions de travail. Mais elles paraissent mal engagées.



[Anne Genetet](#), à l'Assemblée nationale. (Sarah Meyssonier/Reuters)

Par **Marie-Christine Corbier**

Publié le 16 oct. 2024 à 20:31

La réunion entre les syndicats et le ministère de l'Education nationale, ce mercredi après-midi, devait contribuer à éteindre l'incendie, après l'annonce de la suppression de 4.000 postes d'enseignants dans **le projet de budget pour 2025**. Elle a attisé un peu plus encore la colère des syndicats.





Ces derniers avaient déposé lundi une « alerte sociale », une procédure rare d'une ampleur qui ne s'était pas vue depuis 2008. Le ministère avait 72 heures pour les recevoir. « Une ligne rouge a été franchie », avait écrit l'intersyndicale dans un courrier adressé à la ministre, considérant qu'« au moment où l'école publique va mal, la seule réponse du gouvernement est de fermer des postes et donc de maintenir l'illusion qu'on peut faire mieux avec moins ».

La réunion de ce mercredi devait être l'occasion de rouvrir des chantiers sociaux qui étaient à l'arrêt depuis plusieurs mois, s'était félicité le ministère avant qu'elle ne débute. En mettant en avant les points qui seraient abordés avec les syndicats : revalorisations sur les bas salaires ; promotions pour les enseignants en milieu de carrière avec revalorisations de 150 à 350 euros nets par mois pour plus de 100.000 professeurs d'ici à 2027 ; transformation de postes d'enseignants en postes de conseillers principaux d'éducation (CPE) et d'assistants d'éducation (AED) pour améliorer « les conditions de travail » et « le climat scolaire » ; revalorisations salariales pour les personnels de direction ou ceux en lien avec la santé scolaire.

## Agenda social

A l'issue de la réunion, le ministère a fait savoir que les syndicats avaient accepté « d'ouvrir un nouvel agenda social » et de « reprendre le dialogue ». Mais aucun des sujets mentionnés ci-dessus n'a été abordé lors des échanges, s'agacent à l'unisson les membres de l'intersyndicale. Certaines mesures présentées avant la réunion, comme sur les promotions pour les milieux de carrière, ne sont pas nouvelles. « Imagine, tu sors d'une réunion au ministère où tu t'es écharpé sur la suppression de postes et le budget, et en sortant tu apprends que le ministère dit aux médias que tout s'est bien passé, qu'il a présenté plein d'avancées... qu'aucun syndicat n'a entendues », a tweeté le SNALC. « Ce sont des fake news ! » s'agace Guislaine David, secrétaire générale du FSU-SNUipp, principal syndicat du primaire.

« Le ministère a évoqué la réouverture de l'agenda social sur les questions de conditions de travail et de salaires, évidemment qu'on veut bien parler de cela, mais avec quel





budget ? » s'interroge Sophie Vénétiay, à la tête du SNES-FSU, principal syndicat du secondaire. Lors de la réunion, il ne fut pas question de CPE ou d'AED ni de promotions pour les enseignants en milieu de carrière.

Les syndicats feront une déclaration unitaire pour leur prochaine réunion au ministère, lundi prochain, avec **la ministre Anne Genetet** . Une réunion dans laquelle un autre sujet sensible sera à l'ordre du jour : la mise en place des groupes de français et de mathématiques au collège pour les élèves de 4<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup>. A l'heure des 4.000 suppressions de postes enseignants, cette mesure paraît de plus en plus compromise.

**Marie-Christine Corbier**

